

PRÉFET DE LA RÉGION BRETAGNE

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement de Bretagne

Arrêté préfectoral portant décision après examen au cas par cas en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement

Le Préfet de la région Bretagne

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 modifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 janvier 2017, relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 28 avril 2025 portant nomination de M. Louis LE FRANC préfet du Finistère ;

Vu le décret du 24 juin 2026 portant cessation de fonction de M. Franck ROBINE, préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine ;

Vu le décret du 24 juin 2026 portant nomination de Mme Emmanuelle DUBEE, préfète de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 septembre 2021 nommant M. Eric FISSE directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne, à compter du 1er novembre 2021 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°1/2026/DREAL/DSG du 1er juillet 2026 portant délégation de signature à M. Eric FISSE directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne ;

Vu l'arrêté préfectoral du 1er juillet 2026 portant subdélégation de signature à Mme Aurélie MESTRES et M. Yves SALAÜN, respectivement directrice adjointe et directeur adjoint de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne ;

Vu le dossier de demande d'examen au cas par cas n° 017402/KKP relatif au projet **d'aménagement et valorisation du site de La Grandville sur la commune de Hillion (22), déposé par le Conservatoire de l'Espace Littoral**, reçu le 20 mai 2026 et considéré complet le 26 juin 2026 ;

Considérant que l'intérim des fonctions de préfet de la région Bretagne est exercé par M. Louis LE FRANC préfet du Finistère, jusqu'à la prise de fonction de Mme Emmanuelle DUBEE ;

Considérant que ce projet relève de la catégorie n°14-a) : « Travaux, ouvrages et aménagements dans les espaces remarquables du littoral et mentionnés au 2° et au 4° du R.

121-5 du code de l'urbanisme » du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement ;

Considérant la nature du projet :

- restructuration et valorisation de l'accès à la baie de Saint-Brieuc sur le site de La Grandville, avec une emprise limitée aux aménagements existants afin d'atténuer la présence visuelle des voitures, structurer le stationnement, favoriser l'infiltration des eaux pluviales, et améliorer la continuité des cheminements piétons ;
- les travaux incluent la réorganisation du stationnement en poches avec des revêtements perméables, la végétalisation du site avec la plantation de 21 arbres, la création d'un chemin piéton accessible aux personnes à mobilité réduite, la rénovation des marches du chemin de grande randonnée GR34 et la démolition de l'enrobé situé à proximité.

Considérant la localisation de ce projet :

- sur une zone NR du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) Saint-Brieuc Armor Agglomération dont la dernière modification a été approuvée le 26 juin 2025 ;
- dans une commune littorale ;
- au sein de la zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique de type 2 « Baie de Saint-Brieuc » et de la zone Natura 2000 « Baie de Saint-Brieuc EST ».

Considérant que :

- l'aire d'intervention est limitée à l'emprise des aménagements existants pour éviter toute extension en zone naturelle ;
- la période de travaux sera adaptée pour respecter les cycles de vie des espèces, notamment en évitant la période de nidification ;
- l'accès des engins de chantier est prévu par les voies et chemins existants, avec des engins adaptés à la fragilité du site ;
- la base-vie sera implantée en retrait du littoral avec un stockage des véhicules sécurisé et un dispositif anti-pollution ;
- des mises en défens (potelets bois et fil de fer) seront installées pour éviter le piétinement et la dégradation des espaces naturels ;
- les espèces arbustives utilisées seront issues de la flore locale ou proche et non invasives.

Considérant que le projet, au vu des éléments fournis, n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement au sens de la directive européenne susvisée et ne justifie pas la réalisation d'une évaluation environnementale ;

Arrête :

Article 1^{er}

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le projet **d'aménagement et valorisation du site de La Grandville sur la commune de Hillion (22)** est dispensé de la production d'une étude d'impact.

Article 2

La présente décision est délivrée au regard des informations contenues dans le formulaire et ses annexes. Elle peut être remise en cause si les résultats d'études ultérieures mettent en évidence des impacts ou une sensibilité particulière du milieu.

Article 3

Cette décision, délivrée en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement, ne dispense pas des autres procédures et autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis. Par ailleurs, l'absence de réalisation d'une étude d'impact ne dispense pas le pétitionnaire de mettre en œuvre les principes généraux énoncés à l'article L 110-1 du code de l'environnement, particulièrement en ce qui concerne le principe d'action préventive et de correction.

Article 4

Le présent arrêté sera transmis au pétitionnaire, avec copie au Préfet du département concerné. Par ailleurs, il sera publié sur le site Internet de la DREAL Bretagne.

Le Préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Monsieur FISSE Eric
Le mercredi 8 juillet 2026